

## VOLUMES DE LA COLLECTION

### DOCUMENTS GENERAUX

1. Max **BEER**  
Fifty Years of International Socialism.  
Londres, 1935
  2. Thomas **KIRKUP**  
A History of Socialism. Londres et  
Edimbourg, 1892
  3. **LES CONGRES SOCIALISTES INTERNA-  
TIONAUX**  
Ordre du jour et résolutions  
La Manifestation Internationale du 1er Mai  
Die Internationale und der Weltkrieg  
Gand, Bruxelles et Leipzig, 1902, 1906 et 1916  
et 1916
  4. Jean **LONGUET**  
Le mouvement socialiste international.  
Paris, 1913
  5. C. **STEGMANN** – C. **HUGO**  
Handbuch des Sozialismus. Zurich, 1897
- 
- 6-7. **CONGRES INTERNATIONAUX  
SOCIALISTES DE PARIS 1889**  
Le Congrès marxiste  
Le Congrès possibiliste
  8. **CONGRES INTERNATIONAL OUVRIER  
SOCIALISTE**  
Bruxelles. 16-23 août 1891

9. **CONGRES INTERNATIONAL OUVRIER  
SOCIALISTE**  
Zurich, 6-12 août 1893
- 10-11. **CONGRES INTERNATIONAL SOCIA-  
LISTE DES TRAVAILLEURS ET DES  
CHAMBRES SYNDICALES OUVRIERES**  
Londres, 26 juillet-2 août 1896
12. A. **HAMON**  
Le socialisme et le congrès de Londres  
Etude historique. Paris, 1897
13. **CONGRES SOCIALISTE INTERNA-  
TIONAL**  
Paris, 23-27 septembre 1900
- 14-15. **CONGRES SOCIALISTE INTERNA-  
TIONAL**  
Amsterdam, 14-20 août 1904
- 16-17-18. **CONGRES SOCIALISTE INTERNA-  
TIONAL**  
Stuttgart, 6-24 août 1907
- 19-20-21. **CONGRES SOCIALISTE INTERNA-  
TIONAL**  
Copenhague, 28 août – 3 septembre 1910
22. **CONGRES INTERNATIONAL EXTRA-  
ORDINAIRE**  
Bâle, 24-25 novembre 1912  
**LA CONFERENCE INTERNATIONALE  
SOCIALISTE DE STOCKHOLM 1917**
23. **LE BUREAU SOCIALISTE INTERNA-  
TIONAL**  
Bulletin périodique du Bureau socialiste  
international 1909-1913.  
Nos 1-11 et suppl.

## CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

COPENHAGUE 28 AOÛT — 3 SEPTEMBRE 1910

Introduction de Georges Haupt

HISTOIRE DE LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE

CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

COPENHAGUE 28 AOUT — 3 SEPTEMBRE 1910

IX

TOME 19

CONGRÈS SOCIALISTE  
INTERNATIONAL

COPENHAGUE 28 AOUT — 3 SEPTEMBRE 1910

Introduction de Georges Haupt

MINKOFF  REPRINT  
GENÈVE  
1981

BULLETIN PÉRIODIQUE  
du  
Parti Socialiste International

RAPPORTS ET PROJETS DE RÉOLUTIONS  
SUR LES QUESTIONS À L'ORDRE DU JOUR

beaucoup trop faible. Il sait, par expérience personnelle, que les potences et les tortures fonctionnent tous les jours.

SEITZ (Autriche) estime qu'il était de leur devoir de faire connaître toutes ces cruautés au monde civilisé par l'intermédiaire de la presse socialiste internationale. Nous ne devons pas prendre les mêmes mesures que vis-à-vis de la Russie et être prudents dans le choix des mots.

ELLENBOGEN, président, propose de supprimer le mot « assassinat » et de laisser aux camarades turcs le choix du terme à mettre à la place. (*Adhésion.*)

La résolution ainsi amendée est admise par acclamations.

Une *résolution sur le désarmement* est renvoyée au Bureau International pour être soumise à la commission spécialement désignée.

Une *résolution sur la grève des marins* est renvoyée à la Commission de la solidarité internationale.

Une proposition de protestation contre l'extradition par les Etats-Unis du citoyen letton Wesozol, est faite par le compagnon De Léon.

LA MONTE (Etats-Unis) demande aux camarades russes si le cas est d'une gravité extraordinaire, que le Congrès doive s'occuper de ce cas particulier.

ROUBANOVITCH. — Le président, notre ami Ellenbogen, demande à la délégation russe si elle croit utile que le Congrès proteste contre la demande d'extradition du citoyen letton Wesozol (proposition du citoyen De Léon). Nous n'avons jamais entendu parler de ce letton Wesozol; nous n'aurions jamais pris l'initiative de cette proposition. Mais du moment que cette pro-

position est faite nous ne pouvons que nous y associer en vous priant de la généraliser.

Le gouvernement du tsar multiplie depuis quelque temps ces demandes d'extradition et, chose caractéristique, il formule ses prétentions devant les gouvernements des pays démocratiques — Suisse, France, Belgique, Etats-Unis — pour créer des précédents et annihiler le droit d'asile.

Il faut repousser avec la plus grande énergie ces prétentions du tsarisme. Il nous est arrivé souvent de nous opposer contre l'extradition pour des faits que nous-mêmes nous n'approuvons pas.

La Russie du tsar n'offre pas la moindre garantie à aucune catégorie d'accusés; elle peut transformer n'importe quel acte politique en crime de droit commun et, réciproquement, un acte de droit commun en crime politique. C'est l'arbitraire de juridictions, de compétences, d'arrêts...

Il faut que la résolution dise que c'est une question de dignité et de souveraineté nationale pour tout pays civilisé de s'opposer avec la dernière énergie à toutes les demandes d'extradition du tsarisme, et les intérêts d'un ouvrier obscur, comme ce Letton Wesozol, doivent nous être aussi chers que ceux d'un révolutionnaire notoire.

LONGUET (France) annonce qu'une résolution ayant, en la matière, une portée générale, actuellement en préparation, sera déposée par Jaurès (France,) et Keir Hardie (Angleterre,) et que les cas spéciaux pourront être discutés en même temps.

Refers to Savarkar situation.

ROUBANOVITCH déclare que les Russes adhèrent à cette façon de voir. Sur la proposition de Longuet la rédaction définitive de la résolution est confiée au Bureau.

A la demande du Bureau, les camarades Ellenbogen, Keir Hardie, Longuet et Roubanovitch ont élaboré le texte de la résolution suivante qui a été adopté, en séance plénière, par acclamation :

**Le droit d'asile.**

*Dans ces derniers temps, dans différents pays, des cas se sont produits, où, sous des prétextes fallacieux, le droit d'asile pour les réfugiés politiques a été violé.*

*En particulier, le gouvernement russe s'est fait remarquer dans ce domaine d'une manière déplorable. On pouvait s'attendre à pareille attitude, mais il est révoltant de devoir constater que des pays libres ont aidé et encouragé les efforts de la réaction. C'est ainsi que sur la demande de la Russie, Jules Wezosol a été arrêté dernièrement à Boston et a été l'objet d'une demande d'extradition.*

*Même l'Angleterre, contrairement à toutes ses traditions, se met à employer ce procédé qui viole le droit public, comme dans le cas du réfugié politique hindou Savarkar, qui, contrairement à tout précédent, a été arrêté sur le sol français et extradé sans aucune formalité légale.*

*Le Congrès proteste énergiquement contre ces violations criminelles du droit d'asile et demande au prolétariat international de résister par tous les moyens de propagande et d'agitation en son pou-*

*voir contre ces attentats à la dignité et à l'indépendance de leurs propres pays et qui menacent la liberté d'action de la classe ouvrière et son entente internationale.*

Les travaux de la Commission sont terminés.

..

A la séance de la Commission du 29 août, les délégués des deux partis social-démocratiques bulgares ont déposé les déclarations suivantes pour être jointes au procès-verbal.

**Déclaration des « étroits ».**

*Nous votons pour la résolution de la France sur l'unification en déclarant ce qui suit :*

*Le B. S. I. a déjà agi envers la Bulgarie dans le sens de cette résolution. La fraction des « larges », entrée dans un procès de désagrégation, s'est adressée à plusieurs reprises au B. S. I. à la fin d'obtenir sa médiation pour « l'unification des forces socialistes » en Bulgarie. Mais toutes les propositions ont été déclinées par nous. C'est que, en Bulgarie, il ne s'agit pas de nous unir avec une autre fraction socialiste, mais bien d'élargir l'action socialiste entre la masse des prolétaires et de soustraire les ouvriers à l'influence funeste des partis bourgeois et petit-bourgeois. La fraction des « larges », par sa composition, n'est pas un parti ouvrier, et nous qui la connaissons à ses actes et non pas seulement à ses paroles, nous ne lui reconnaissons pas de caractère socialiste. Donc, de nouvelles démarches pour une prétendue unification des forces*

Refers to Savarkar situation.



moyens d'action immédiate qu'elle indique — les soussignés, au nom de leur section nationale, soumettent au Congrès la note suivante :

1. Le chômage est le résultat de l'organisation capitaliste de la société, et il est impossible de l'en séparer.
2. Tant que le capitalisme existe, il est indispensable de prendre des mesures pour résoudre le problème.
3. Ces mesures ne doivent pas seulement être des palliatifs, mais il faut qu'elles contiennent les germes de l'organisation de la république socialiste et qu'elles prévoient le commencement de l'organisation permanente des ressources nationales et de la production industrielle et agricole sur une base coopérative.
4. Nous condamnons absolument l'organisation des travaux spéciaux pour le chômage, travaux qu'on n'organise qu'au moment d'une crise aiguë du chômage, et qu'on abandonne lorsque le chômage revient à l'état normal.
5. L'action de l'Etat, en face du problème du chômage, doit être basée sur la reconnaissance du droit au travail ou aux moyens matériels de la vie, et effectuée de la manière suivante :
  - a) Une statistique officielle, complète et correcte, du nombre des chômeurs ;
  - b) L'organisation des travaux de l'Etat et des municipalités, afin d'organiser et de stabiliser autant que possible les demandes de main-d'œuvre ;

- c) La législation réduisant les heures de travail, introduisant la journée de huit heures, ou une semaine de quarante-huit heures comme maximum d'heures de travail — et éliminant autant que possible le « sweating », le travail des enfants, et les autres formes de concurrence qui augmentent la misère ;
- d) Une assurance contre le chômage, dans laquelle l'Etat se chargerait des risques financiers ;
- e) Un système national de Bureaux de placement sous le contrôle des syndicats ;
- f) L'organisation de départements d'Etat chargés de développer, dans l'intérêt de la communauté, toutes les formes de ressources nationales qui, actuellement, sont ou bien négligées ou développées d'une manière insuffisante.
- 6) L'Etat donnera aux chômeurs la garantie que l'octroi de subventions n'entraînera aucune diminution de droits politiques et que le secours sera accessible à toutes les professions sans distinction de sexe.

Comme le temps avance rapidement, la section belge propose de clôturer les débats. Les délégués anglais, pour lesquels Mac Donald doit prendre la parole, protestent vivement. La clôture est votée à une grande majorité contre les voix de la délégation anglaise.

LE PRÉSIDENT. — Nous abordons maintenant la discussion de la résolution sur le droit d'asile.

Refers to Savarkar situation, continues on next page.

KEIR HARDIE (Angleterre). — C'est la section britannique qui a présenté la résolution et elle vous prie de l'adopter. Les incidents de l'affaire Savarkar vous sont connus. Pendant le trajet de l'Angleterre aux Indes, Savarkar s'est enfui du navire anglais à Marseille, mais il fut arrêté néanmoins sur territoire français par des gendarmes français et livré de nouveau aux autorités anglaises, sans autres formalités. Jaurès a interpellé à ce sujet à la Chambre française et, avec toute l'autorité qui le caractérise en matière de droit des gens, il a démontré l'illégalité de la mesure qui est contraire à tous les précédents. La section britannique entend combattre toute atteinte qui serait portée au droit d'asile, lequel constitue la glorieuse tradition de son pays. Tour à tour Garibaldi, Mazzini, Kossuth et Karl Marx ont, comme exilés, vécu librement en Angleterre. Si Savarkar est traduit devant une juridiction indoue, il est à craindre que la procédure suivie dans son cas ne sera pas même publique, car les Indiens vivent sous un régime d'exception. Tous les journaux sont interdits aux Indes. La section anglaise ne saurait approuver tout ce que les révolutionnaires indous ont fait, mais elle est l'adversaire irréductible de toutes les mesures d'oppression au moyen desquelles le gouvernement les combat actuellement. Elle veut, dans toutes les circonstances, leur garantir la libre parole. A cet effet, toute l'Internationale doit protester et exiger que Savarkar soit rendu aux autorités françaises. (*Approb. unanimes.*)

LE PRÉSIDENT BRANTING. — La résolution a subi, sur proposition de Keir Hardie, une petite modification. Elle parlera non du révolutionnaire Savarkar, mais du réfugié politique Savarkar.

La résolution, avec cette modification, est adoptée à l'unanimité.

LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la résolution sur la *question marocaine*.

Cette résolution a été rédigée de commun accord par les délégués français et espagnols.

PABLO IGLESIAS, salué de bruyantes acclamations, expose le but de la résolution. Il montre les exactions et les intentions belliqueuses de la classe capitaliste française et espagnole au Maroc. Sous le gouvernement Maura, la guerre de conquête marocaine a coûté à l'Espagne, outre un nombre considérable de morts et de blessés, des millions de pesetas. Un nouveau corps d'armée de 95,000 hommes a été formé, de sorte que les dépenses constantes pour l'armée permanente sont augmentées de 40 millions de pesetas. Quoique le nouveau gouvernement libéral nie cette intention, il est cependant un fait qu'une nouvelle campagne militaire au Maroc se prépare. De même que nous avons protesté avec énergie contre la première expédition, nous nous opposerons à la nouvelle campagne. (*Appl.*)

La résolution est votée à l'unanimité.

Après quelques communications d'ordre administratif du secrétaire, la séance est remise à 3 heures de l'après-midi.

LE PRÉSIDENT. — Le Bureau a reçu la déclaration suivante du camarade Ledebour :

*Le camarade Van dervelde a donné à entendre, dans son discours, que j'aurais reproché aux camarades Vaillant et Keir Hardie que leur proposition de grève générale en cas de guerre n'était pas sérieuse. Le texte de mon discours n'autorise en*

HISTOIRE DE LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE

CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

COPENHAGUE 28 AOUT — 3 SEPTEMBRE 1910

IX

TOME 21

INDEX

CONGRÈS SOCIALISTE  
INTERNATIONAL

COPENHAGUE 28 AOUT — 3 SEPTEMBRE 1910

INDEX

MINKOFF  REPRINT  
GENÈVE  
1982

International Socialist Congress,  
(8th : 1910 : Copenhagen, Denmark)

### NOTE DE L'ÉDITEUR

Le lecteur ne manquera pas de remarquer les typographies différentes et les irrégularités d'encre.

Nous rappelons que tous les ouvrages reproduits sont des fac-similés d'originaux de l'époque.

Chaque Congrès est introduit par une préface en français et en anglais.

### EDITORIAL NOTE

*Readers will not fail to notice the varied and uneven printing and inking.*

*May we draw readers' attention to the fact that all the works therein reproduced are facsimiles of original documents of the time.*

*Each Congress is preceded by a foreword both in French and English.*

© 1982 Editions Minkoff Reprint  
ISBN 2-8266-0586-0 (édition complète)  
ISBN 2-8266-0589-5 (tome 21)  
Réimpression des éditions de Prague, Vienne, Genève,  
Amsterdam, slnd, 1910, 1911.

HX  
13  
I45  
1981  
v.3

### RAPPORT

RAPPORTS SOUMIS AU CONGRÈS ET NON INCLUS  
DANS LE VOLUME 20

par le Parti Arménien

"DASCHNAKTZOUTIOUN"

TURQUIE — CAUCASE — PERSE

GENÈVE 1910

The University of Iowa  
Libraries

Les organisations de bienfaisance de la bourgeoisie sont plutôt contraires à l'intérêt des ouvriers. La force économique des pays ne souffre pas de la législation ouvrière, l'exemple de l'Allemagne en est la preuve. Le développement de l'industrie allemande coïncide avec la législation ; avec une population saine, on a des résultats meilleurs. La résolution a pour but de vaincre la résistance consciente du patronat et la résistance lamentable du prolétariat lui-même, qui ne comprend pas toujours la nécessité et l'urgence de ces réformes.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Refers to Savarkar situation.

#### 7. Le Droit d'asile

*Keir Hardie* (Angleterre) expose les faits relatifs à l'affaire Savarkar, le jeune révolutionnaire Hindou arrêté en France et remis à la police anglaise, en violation du droit d'asile et des traités :

Jaurès a interpellé à la Chambre française, et la section anglaise fera tout pour qu'on respecte le droit d'asile, qui est la tradition glorieuse de son pays. Garibaldi, Mazzini, Kossuth et Karl Marx ont vécu sur le sol anglais, sans qu'on portât la moindre atteinte à leur liberté.

La résolution propose au congrès de protester énergiquement contre ces violations criminelles du droit d'asile, et demande au prolétariat international de résister par tous les moyens de propagande et d'agitation en son pouvoir, contre ces attentats à la dignité et à l'indépendance de leurs propres pays, et qui menacent la liberté d'action du prolétariat et son entente internationale. La situation est d'autant plus terrible pour Savarkar, qu'en Inde, on peut arrêter et condamner presque sans formalité. Il faut qu'il soit rendu aux autorités françaises, et libéré.

La résolution est adoptée sans aucune discussion.

#### 8. La question marocaine

*Pablo Iglesias* (Espagne) parle en faveur de la résolution qui condamne les expéditions coloniales.

Voici la résolution présentée par les délégués français et espagnols :

Le Congrès rappelant la décision prise au Congrès de Stuttgart relativement aux entreprises franco-espagnoles au Maroc, Considérant que les socialistes français ont dû récemment encore protester contre les incursions de certains généraux sur le territoire marocain,